



Direction générale de la cohésion sociale  
Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Veille de l'actualité – 20 décembre 2018

### À la une

Lors du **Conseil des ministres** du 19 décembre 2018, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères et le ministre de l'Économie et des Finances ont présenté [une communication portant sur les priorités de la présidence française du G7](#). La France assumera la présidence à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.



Après le sommet de Charlevoix, au Québec, organisé par la présidence canadienne les 8 et 9 juin 2018 (veille du 18 juin), le président de la République a annoncé que le sommet des chefs d'État et de gouvernement, moment culminant de la présidence française, se tiendra à Biarritz du 24 au 26 août 2019. Lors du Conseil des ministres, les ministres ont présenté les sept grands axes de la présidence française. L'axe 4 est intitulé « **Égalité entre les femmes et les hommes et éducation** ». Et d'annoncer que sur l'égalité entre les femmes et les hommes, grande cause du quinquennat, le G7 adoptera un « pacte de Biarritz pour l'égalité ». Par ailleurs, en réponse à l'accroissement des inégalités, le G7 devra agir résolument dans le domaine de l'éducation - notamment des filles et en premier lieu au Sahel - et de la santé. Lors du sommet de Charlevoix, le Premier ministre canadien, Justin TRUDEAU, s'était engagé à placer la question de l'égalité entre les sexes au cœur des discussions du G7. [Retrouver la page de la présidence française du G7 sur le site France Diplomatie.](#)

### Action gouvernementale

**ACTION PUBLIQUE 2022** – À la suite de la feuille de route que le Premier ministre a envoyée à chaque membre de l'exécutif en début de mandat, chaque ministre a désormais construit un plan de transformation, dont il est responsable, afin de sécuriser l'exécution des principales réformes. Ces plans vont faire l'objet d'un suivi au plus haut niveau pour s'assurer que les réformes engagées se traduisent par des résultats concrets. L'ambition est d'avoir un Etat plus proche, plus simple et plus performant pour toujours mieux répondre aux attentes des citoyens. [Retrouver sur le portail de la transformation de l'action publique les mesures prévues pour le secrétariat d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.](#)



**ÉDUCATION** – Le **Conseil national de l'évaluation du système scolaire** (CNESCO), vient de publier une étude sur l'orientation intitulée « [Comment l'école française aide-t-elle les élèves à construire leur orientation ?](#) ». L'étude s'appuie sur deux enquêtes inédites (auprès des jeunes et auprès des chefs d'établissement), un rapport scientifique, quatre contributions thématiques et des comparaisons internationales. Il présente des préconisations pour aider les élèves à construire leur parcours d'orientation. Le 13 décembre, *Slate* a publié une analyse de l'étude sous l'angle des inégalités entre les filles et les garçons : « [Encore une nouvelle inégalité filles-garçons à l'école](#) ».

## Parlement

Le 13 décembre, dans le cadre de ses travaux sur le Mondial féminin de football, la délégation aux droits des femmes du **Sénat** a auditionné Roxana MARACINEANU, ministre des Sports (photo). Le 6 décembre la délégation a également organisé une table ronde sur « Les violences faites aux femmes handicapées ». [Retrouver les comptes rendus sur les pages de la délégation.](#)



## International

Le 29 novembre, les députés du **Parlement européen** ont voté une résolution « [La situation des femmes handicapées](#) » demandant à la Commission et aux États membres de prendre des mesures pour renforcer les droits des femmes handicapées. Nous n'avons pas signalé plusieurs informations de la Commission dans nos dernières veilles comme la publication d'une étude sur les violences sexuelles contre les jeunes filles, les efforts à faire pour intégrer le genre au sein du Parlement (administration et niveau politique), ou le recul des droits des femmes dans l'Union...



[Des sujets à retrouver sur la page de la Commission.](#) Signalons également une étude de **l'Institut européen pour l'égalité entre les femmes et les hommes (EIGE)** sur [les risques et les opportunités du numérique pour la jeunesse](#). Nous ne reviendrons pas sur les nombreux sujets (Union européenne, ONU, ONU Femmes) à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes. Signalons enfin un intéressant sujet mis en ligne le 10 décembre sur le site de l'ONU : « [Ces femmes qui ont façonné la Déclaration universelle des droits de l'Homme](#) ».



## Études et statistiques

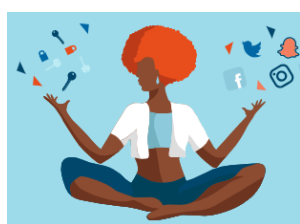
**FÉCONDITÉ** – « [Baisse récente de la fécondité en France : tous les âges et tous les niveaux de vie sont concernés](#) », relève **l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE FOCUS n° 136 du 13 décembre 2018)**. Selon l'INSEE, « la fécondité diminue légèrement en France depuis 2015. Cette baisse est générale : elle n'est pas centrée sur une classe d'âge en particulier. Tous les niveaux de vie sont concernés. La baisse de la fécondité touche aussi bien les femmes qui n'avaient pas encore d'enfant que celles qui en avaient déjà. Elle ne concerne toutefois pas les immigrées, dont la fécondité reste stable. Leur contribution à la fécondité globale se maintient à 0,1 enfant par femme. »



**GENDER GAP** – « La parité au travail prendra encore plus de 200 ans », estime le **Forum économique mondial** dans son étude annuelle publiée le 18 décembre, le « [Global Gender Gap Report 2018](#) ». Si les inégalités de salaire entre les femmes et les hommes ont un peu diminué en 2018, l'égalité est encore très loin d'être atteinte, même chez les meilleurs élèves de la planète. En 2018, la France perd une place au classement général mondial (elle avait gagné six places en 2017), mais reste au premier rang pour la parité entre les femmes et les hommes au sein des pays du G20. Dans le premier rapport publié en 2006, elle était en 70<sup>e</sup> position. Elle a ainsi gagné 58 places en douze ans. Les femmes sont sous-représentées dans les secteurs d'activité en croissance en particulier dans l'intelligence artificielle déplore le rapport.

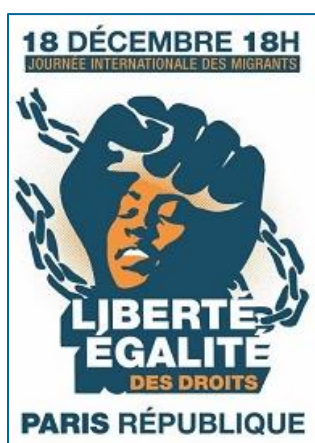
## Associations

**NUMÉRIQUE** – « Les outils et médias incontournables qui font partie de notre vie, nous aident à communiquer et à gérer notre quotidien plus facilement, récupèrent aussi un grand nombre de données personnelles sur notre vie privée : historique de navigation, géolocalisation, échanges de sms... Des informations que des personnes mal intentionnées peuvent exploiter facilement, notamment les auteurs de violences qui s'appuient sur les nouvelles technologies pour intimider leurs victimes », explique le **Centre Hubertine Auclert** (CHA). Afin de permettre aux femmes de se prémunir contre ces cyberviolences, le CHA lance un site : « [Guide de protection numérique](#) ». On retrouvera en ligne des conseils pratiques, pour chaque appareil, quel que soit le niveau de connaissance du numérique, un quiz pour évaluer ses risques en matière de sécurité numérique, et six thématiques explorées pour sécuriser de manière exhaustive son téléphone, son ordinateur, sa navigation internet, ses réseaux sociaux, son email et ses comptes bancaires et administratifs.



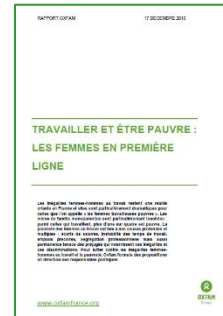
**JOUETS SEXISTES** – Le 14 décembre, Osez le féminisme !, les Chiennes de garde, et Pépité sexiste ont diffusé un communiqué titré « [Marre du rose. Jouets : Stop aux stéréotypes sexistes !](#) ». « Malgré de nombreuses actions militantes et quelques victoires féministes les magasins de jouets continuent à véhiculer des stéréotypes sexistes qui révèlent l'ampleur de la discrimination que subissent les enfants et la manière dont se construisent les carcans du masculin et du féminin au travers des jouets et de leurs usages », expliquent les associations.

**HISTOIRE** – « Les femmes ne font-elles jamais l'histoire ? », se demande *Le Monde* du 15 décembre. Le quotidien relaie l'alerte de l'association Mnémosyne pour le développement de l'histoire des femmes et du genre qui a répondu publiquement à la consultation sur les nouveaux programmes d'histoire proposés par le ministère de l'éducation nationale et le Conseil supérieur des programmes. Dans les colonnes du quotidien, Cécile BEGHIN, historienne et vice-présidente de l'association, déplore que le ministère et le CSP « renvoie les femmes aux oubliettes de l'histoire ». [Retrouver le dossier sur le site de Mnémosyne.](#)



**MIGRANT·ES** – À l'occasion de la Journée internationale des migrant·es, le **Planning familial** se prononce dans un communiqué diffusé le 18 décembre « [pour une politique de l'accueil digne et inconditionnelle](#) ». L'association estime qu'« il est urgent de réaffirmer la notion de solidarité à l'échelle de l'Europe et au sein de nos frontières, et d'exiger que l'Europe et la France garantissent l'égalité de droits pour toutes les personnes: dignité de l'accueil et de l'hébergement, accès aux soins et à la santé, à l'éducation des enfants et libre circulation pour toutes les personnes. » Le Planning demande que prime l'intérêt supérieur de l'enfant, en considérant les enfants migrants d'abord comme des enfants avant d'être des migrants et que soient assurées des conditions d'accueil et d'hébergement « sûres » et « dignes » pour les femmes exilées.

**PAUVRETÉ** – « Quel est l'état des inégalités de genre et comment évolue la situation des femmes travailleuses en France ? » Dans son nouveau rapport « [Pauvreté au travail : les femmes en première ligne](#) », **Oxfam France** tire la sonnette d'alarme sur le sort réservé aujourd'hui aux femmes qui cumulent activité(s) professionnelle(s) et pauvreté. Selon l'association, « Les inégalités femmes-hommes au travail restent une réalité criante en France et elles sont particulièrement dramatiques pour celles que l'on appelle « les femmes travailleuses pauvres ». Les mères de famille monoparentale sont particulièrement touchées : parmi celles qui travaillent, plus d'une sur quatre est pauvre. »



**PROSTITUTION** – **Regards de femmes** et Yvette ROUDY, ancienne ministre des Droits des femmes, ont adressé un mémoire au **Conseil constitutionnel**, à la suite de la question prioritaire de constitutionnalité (QPC) demandant d'abroger la loi du 13 avril 2016, visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées (veilles des 7 septembre et 30 novembre). Les intervenantes demandent au Conseil Constitutionnel de rejeter les demandes des auteurs de la QPC et de dire la loi de 2016 conforme à la Constitution. Signalons également la [campagne #Nabrogezpas lancée par plus de 60 associations de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants](#) pour interpeller le Conseil Constitutionnel.

### Agenda

**Jeudi 24 janvier 2019** – Le Collectif **Ensemble Contre le Sexisme** organise la « [2<sup>e</sup> journée nationale Ensemble Contre le Sexisme](#) » sur le thème « Libres... ». Tables rondes, interviews d'expert-es, échanges et ateliers et pour préparer des recommandations sur les thématiques « Libres en ligne. Le sexisme et le numérique » ; « Libres en ville. Le sexisme dans l'espace public » ; et « Libres de grandir. Le sexisme et la parentalité et l'éducation ».



**Mercredi 6 février 2019** – La Coordination française pour le lobby européen des femmes, le Think Tank européen Gender 5+ et l'association Citoyennes pour l'Europe organisent un colloque sur le thème « [Ta voix, ton vote, toutes concernées par les défis de l'Europe](#) ». Deux tables rondes ponctueront la journée : « L'Europe et les femmes : acquis et défis » et « Quelle Europe veulent les femmes ? ».

### Publications

*Causette* (#95 décembre 2018) a rencontré des hommes qui marchent aux côtés des femmes et s'attaquent concrètement et frontalement à la charge mentale, pour prendre leur part. *Casse-Rôles* (#06 novembre 2018) s'intéresse aussi aux hommes et estime que le féminisme se doit de les interpeller, « pour en faire des adeptes du féminisme ! » Avec une nageuse rayonnante, *Axelle* (#214 décembre 2018) se plonge dans le militantisme : « tenir sur la longueur pour militer avec bonheur ».



En cette fin d'année, *Causette* sort également son huitième hors-série pour prendre « à bras-le-corps une tentation universelle et très actuelle : changer ! ». Le mensuel plus féminin du cerveau que du capiton - qui fêtera dans quelques mois son centième numéro - explique : « Changer soi-même : de vie, de perception, de goût. Puis élargir le cercle de l'intime et observer quand se modifient l'engagement, le choix politique, le genre. Et enfin, secouer la société tout entière, tenter de stopper les échéances du dérèglement climatique, bouleverser la répartition des richesses et du travail... 100 pages pour tout défaire, et tout refaire. »



« Changer de sexe, laisser pousser ses cheveux, ou être opéré de la voix n'est pas le résultat d'une mode, d'une tendance passagère, mais bien la solution trouvée pour pallier leur fragilité, le rejet subit au quotidien, perçu inlassablement comme une souffrance perpétuelle. ». Les éditions **CDP** publient *Transfer* de la photographe Alexia VIC. « *Transfer* n'est pas le portrait d'un nouveau genre, mais une ode à la quête d'identité », annonce la maison d'édition. A travers une série de portraits, elle interroge la notion de « genre » en s'intéressant à des personnes en quête d'identité, dites transgenre ou androgynes, à leurs parcours et à la complexité de leur vie : comment vivent-elles et expriment-elles leur identité...

### Revue de presse

**VIOLENCES** – Une jeune femme qui filme l'homme qui se masturbe devant elle dans le métro et met en ligne la vidéo sur les réseaux sociaux ; le début du procès d'un viol diffusé en direct sur *Snapchat* à Perpignan ; une affiche publicitaire géante sexiste et stéréotypée sur la façade des Galeries Lafayette ; etc. L'actualité des violences sexistes et sexuelles ne faiblit pas !

**CLIMAT** – *Euractiv.com* un portail Internet entièrement consacré aux affaires européennes, a mis en ligne un article intitulé « [La France veut défendre le rôle des femmes face au changement climatique](#) ». Selon le site, « L'inclusion des femmes dans le débat climatique reste balbutiante ». Et de relever que « les femmes impliquées dans les négociations climatiques côté français tentent d'alerter sur le sujet ».

**IVG** – En Irlande, le Parlement a adopté le 13 décembre le projet de loi légalisant l'avortement, sept mois après un référendum contre l'interdiction constitutionnelle de l'IVG (veilles des 28 mai, 4 et 11 juin). La loi doit encore être signée par le président Michael HIGGINS avant d'entrer en vigueur. Dans un communiqué du 14 décembre intitulé « L'avortement est enfin légalisé en Irlande. Une victoire pour les droits des femmes ! », le **Planning familial** évoque « un moment historique ».

**ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE** – Deux articles dans *Le Monde* : « ENA : l'État ne montre pas l'exemple en matière d'égalité femmes-hommes. En plus d'une répartition inégalitaire des postes dans la fonction publique, les femmes font face à des conditions de travail moins favorables » (14 décembre) ; « L'index d'égalité salariale fait l'unanimité, même chez les DRH. La mise en place d'un indicateur destiné à mesurer puis à corriger les écarts salariaux entre hommes et femmes inquiète peu les entreprises. Certains critères seront toutefois plus difficiles que d'autres à respecter » (12 décembre).

**FÉMINISME** – Sous le titre « [Au nom des droits des femmes](#) », Aurélie LEROY explique dans *Médiapart* (13 décembre) que « l'accaparement des idéaux féministes, sous des formes et à des fins diverses, est devenu un réflexe ces dernières années ». Selon elle, « le « au nom des droits des femmes » s'est révélé un discours légitimateur particulièrement efficace au service d'objectifs non émancipateurs. Ce constat n'est pas neuf, mais on observe toutefois aujourd'hui une tendance à la hausse des usages détournés du genre ».